

Solidaires



ET INTERNATIONALISTES!

#148 – Février 2026 - Spécial Iran

Iran : Le soulèvement de janvier 2026 et ses suites

Avertissement : ce texte a été rédigé le 26 février 2026, juste avant le début des frappes américano-israéliennes.

L'Iran traverse en ce moment la pire période de répression de son histoire. Au 19 février, le nombre de mort-es pourrait dépasser 30 000. Plus de 54 000 personnes auraient été arrêtées.

Le nombre de victimes était *"tel que les capacités d'inhumation de l'État ont été saturées"*, et *"les stocks de sacs mortuaires étaient épuisés"* (Le Times - Courrier International du 27/01/2026).

Les forces sécuritaires iraniennes ont utilisé des fusils d'assaut et des mitrailleuses lourdes, tirant de manière continue et indistincte sur la foule. (Amnesty international)

Des milliers de personnes auraient été volontairement blessé-es au visage par des tirs de chevrotine et pourraient notamment perdre la vue.

Un tel niveau de sauvagerie s'explique par le spectre d'une perte du pouvoir qui hante les membres du régime en place.

Une dictature religieuse

Depuis 1979, l'Etat iranien se présente comme une république avec une constitution, des élections, un président, un parlement, une armée, une police, un pouvoir judiciaire, etc.

Mais le pouvoir est en la réalité aux mains :

- d'une part du clergé chiite, représenté par le "Guide suprême", un ayatollah désigné à vie,
- d'autre part d'une armée parallèle, le "Corps des Gardiens de la révolution islamique".

Juridiquement placés sous les ordres directs du Guide, les Gardiens ont un pouvoir croissant. Ils sont notamment chargés de :

- la répression directe sur le territoire national, en particulier là où vivent des minorités nationales,
- la tutelle sur les milices islamiques chargées de la répression locale (Bassdj),
- les interventions militaires extérieures, essentiellement par le biais de milices chiites locales,
- un service de renseignement politique redoutable avec un pouvoir sans limite,
- la direction d'un empire économique d'importante croissante, marqué par une corruption record,
- l'organisation d'une contrebande massive permettant de contourner en grande partie les sanctions économiques et d'enrichir considérablement des Gardiens.

Une situation économique catastrophique

Celle-ci s'explique avant tout par une gestion calamiteuse du pays et un niveau de corruption en croissance exponentielle.

Romarc Godin – Une économie en lambeaux (Médiapart du 8 janvier)

Stéphane Laier – La faillite de l'Ayandeh Bank (Le Monde du 20 janvier).

Sont venus s'y ajouter les effets du blocus occidental.

En 2025, les prix ont en moyenne augmenté d'environ 50%, et 200% pour les produits de première nécessité. La mauvaise gestion des ressources par des responsables incompetents a provoqué des coupures d'eau, d'électricité, et même d'hydrocarbures !

Est venu s'y ajouter à partir de 2024 une politique d'austérité avec des hausses d'impôts, une réduction des dépenses publique. Les plus pauvres ont été particulièrement touché-es par la suppression de prestations sociales et de subventions des produits de première nécessité.

Il en résulte désespoir et rage non seulement chez les plus pauvres, mais également les "classes moyennes" paupérisées.

Cette colère se tourne naturellement contre le régime, et notamment le clergé.

Un effritement de la base sociale du régime

Alliés historiques du régime, les commerçants (bazaris) ont fermé boutique fin décembre et sont descendus la rue. Pour tenter de regagner leur confiance, le régime a tenu des propos rassurants et pris quelques mesures qui ont réussi à calmer la plupart d'entre eux. Tout aurait pu en rester là, mais il était trop tard.

Les manifestations les plus importantes depuis 1979



Le dos au mur face à la dégradation dramatique du niveau de vie, les étudiant.es et les populations les plus défavorisées, puis une majorité d'Iranien·nes ont estimé que l'heure était venue d'en finir avec un régime ayant perdu toute légitimité. Et cela d'autant plus que celui-ci leur semblait affaibli après l'écrasement de ses alliés (Bachar al-Assad en Syrie, Hezbollah au Liban, Hamas, etc.) et les bombardements américano-israéliens de juin 2025.

Loin de se limiter à des revendications immédiates, la plupart des slogans appelaient ouvertement à la chute du régime.

Signe de la profondeur de la crise, des Iranien·nes n'ayant pas ou très peu participé aux manifestations de ces dernières années étaient cette fois-ci dans la rue. La mobilisation a touché l'ensemble du territoire iranien, y compris les petites localités.

Mais une partie de ces manifestant·es n'étaient pas nécessairement à la recherche d'une alternative "par en bas" au régime en place.

Désespéré-es, ils/elles étaient prêt-es à remettre leur sort entre les mains de "sauveurs suprêmes", comme Donald Trump et/ou le fils de l'ancien Shah. Pensant leur heure venue, ces derniers ont activement jeté de l'huile sur le feu à plusieurs reprises, notamment le 7 janvier.

En final, les rassemblements et manifestations se sont multipliées et ont culminé les 8 et 9 janvier.

Un niveau de répression jamais atteint en Iran

A partir du 8 janvier après-midi, une colossale machine à tuer s'est mise en marche. Afin de pouvoir massacrer tranquillement, Internet a été bloqué pendant 10 jours.

Le but de cette contre-offensive du pouvoir n'était pas de forcer les manifestant-es à rentrer chez eux/elles, mais d'en massacrer ou d'en blesser gravement le maximum. Son objectif était de terroriser l'ensemble de la population, et d'éradiquer pour des années toute opposition.

A Téhéran, les milices Bassijs étaient à l'œuvre, et disposaient cette fois-ci d'un armement lourd. Au Kurdistan et d'autres régions majoritairement peuplées par des minorités nationales, les Gardiens et/ou l'armée régulière avaient été généralement envoyés.

Malgré l'ampleur de la répression, des mobilisations sporadiques continuent à se produire.

Les forces en présence

Impressionné.es par l'ampleur des manifestations, certain.es observateurs/trices pressé.es ont cru que le régime allait s'effondrer. Prenant sans doute leurs désirs pour la réalité, d'autres ont cru déceler des failles et des ruptures possibles au sein du régime.

"Une division apparaît entre les gardiens de la révolution et le clergé". (Bernard Hourcade dans l'Humanité du 14 janvier).

Il n'en a rien été : les bénéficiaires du système avaient trop à perdre et ont serré les rangs.

"A ce stade, il n'y a pas de défection". "Quand le système est agressé, il se ressoude" (Jonathan Piron, Libération du 10 janvier).

Contrairement à 1979, le monde du travail n'a pas été en capacité de jouer un rôle moteur, notamment en bloquant la production et les administrations. Les salarié.es sont très peu organisés pour trois raisons principales :

- le syndicalisme n'a pas d'existence légale,
- la répression féroce dont il est l'objet depuis des dizaines d'années,
- la transformation néolibérale des lieux de travail, avec un taux de précarité extrêmement élevé (dont de très nombreuses embauches à la journée).

Comme lors du soulèvement *Femme, Vie, Liberté*, l'action du monde du travail semble s'être limité pour l'essentiel à la publication de quelques déclarations, et une participation individuelle de salarié.es aux manifestations.

Il semble en aller de même pour les autres mouvements sociaux.

En Iran, la gauche politique se limite aujourd'hui à quelques réseaux plus ou moins formalisés. Des partis politiques kurdes existent par contre, mais une grande partie de leurs militant-es se sont actuellement réfugié-es hors d'Iran.

La droite iranienne est active au sein de la diaspora, Elle dispose de considérables ressources financières et médiatiques. Rien ne montre à ce jour qu'il en soit de même sur place. C'est en particulier le cas du courant monarchiste.

La haine du régime islamique est solidement ancrée au sein des minorités nationales, en particulier au Kurdistan et au Balouchistan. Il semble en aller de même envers la dynastie perse des Pahlavi.

Rappelons que le total des minorités nationales représente environ la moitié la moitié de la population de l'Iran, soit autour de 46 millions de personnes.



L'orientation de Solidaires

Nous ne partons pas de calculs géopolitiques à la manière de "ceux d'en haut", et d'une assignation à être membre d'un "camp".

Nous partons au contraire des luttes et revendications des exploité.es et opprimé.es, ainsi que de l'ensemble de nos valeurs.

Dans ce cadre, nous soutenons sans réserve les mots d'ordre démocratiques des opposant(e)s au pouvoir actuel, comme par exemple :

- halte à la répression,
- abolition de la peine de mort et de l'usage de la torture,
- libération des prisonnier·es politiques et d'opinion,
- respect et développement des droits démocratiques et sociaux, notamment ceux des femmes, des salarié·es et des minorités nationales,
- droit de manifester et de faire grève,
- droit de s'organiser librement en associations, syndicats et partis.

Comme elle l'a toujours fait, L'Union syndicale Solidaires soutient les mobilisations ouvrières, féministes, jeunes, anti-racistes, ainsi que celles des minorités nationales, sexuelles et religieuses.

En tant qu'organisation syndicale, nous sommes particulièrement sensibles aux luttes pour les salaires, les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité, les droits sociaux, la liberté de créer et d'être membre de syndicats indépendants du pouvoir, le respect des normes internationales du travail, etc.

C'est une des raisons pour lesquelles nous sommes opposé.es au programme néolibéral autocratique que voudrait appliquer Reza Pahlavi s'il parvenait à prendre le pouvoir dans les fourgons de l'armada trumpiste et de son allié israélien.

Nous soutenons par contre les forces refusant toute dictature,

- hier, celle du père et du grand-père de Réza Pahlavi,
- aujourd'hui, celle des Mollahs,
- demain peut-être, celle qui pourrait émaner d'une ou plusieurs factions du régime actuel, religieuses et/ou militaires et/ou de forces parachutées de l'étranger.

Nous nous opposons à toute ingérence étrangère, notamment militaire. On a vu ce qu'ont donné ce type d'opérations, par exemple en Irak ou en Lybie. L'émancipation des peuples d'Iran ne peut être que l'œuvre de ces peuples eux-mêmes !

Etant donné les moyens militaires et financiers considérables dont disposent les Gardiens, toute intervention militaire étrangère déboucherait sur une confrontation frontale avec de nombreuses morts et surtout des civil.es. Celles et ceux qui rêvent de bonne foi d'une "intervention chirurgicale" et/ou d'une répétition de l'enlèvement de Maduro se trompent lourdement.

C'est une des raisons pour lesquelles nous soutenons les manifestant·es scandant le slogan "Ni Mollahs, ni Chah" : comme Réza Pahlavi l'a reconnu lui-même, son retour en Iran nécessiterait préalablement une intervention militaire américaine ou américano-israélienne. C'est d'ailleurs une vieille tradition familiale : son grand-père et son père ont été mis sur le trône (puis congédiés) par les grandes puissances pour qu'ils servent leurs intérêts du moment.

La diaspora iranienne n'est pas homogène. Parmi celles et ceux voulant la chute du régime actuel existent des objectifs antagonistes.

En ce qui nous concerne, nous soutenons et cherchons à nous allier avec celles et ceux qui luttent pour un avenir reposant sur les droits et aspirations des exploité.es et opprimé.es. Un avenir défini du bas vers le haut par les intéressé.es eux/elles même. Un avenir reposant sur l'auto-organisation de la population.

C'est la raison pour laquelle nous avons cherché à faire connaître les forces, qui en Iran, cherchent à construire une alternative par le bas ;

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/200123/iran-soutien-au-soulevement-femme-vie-liberte-non-aux-executions-capitales>

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/310523/pour-une-societe-degalite-et-de-liberte-nous-soutenons-les-iranien-nos>

Une grande partie des militant.es pouvant jouer un rôle majeur dans la construction de cette alternative sont actuellement emprisonné.es C'est une raison supplémentaire pour empêcher qu'ils/elles meurent en prison, et exiger leur libération.

L'activité de Solidaires

En France, nous coopérons depuis 2009 avec [SSTI](#), une petite association fondée par des Iranien·nes, ayant été contraint.es de fuir l'Iran dans les années 1980, en raison de la répression sanglante exercée par le régime des mollahs.

SSTI participe au Collectif intersyndical existant depuis 2010 dont font partie Solidaires, la CGT, la CFDT, la FSU, et l'UNSA.

Solidaires cherche également à travailler avec le Collectif ROJA, créé au moment du soulèvement *Femme, Vie, Liberté* par des Iranien·nes venu·es étudier à Paris.

Nous avons également des liens réguliers avec divers militant.es et universitaires.

Lors des rassemblements organisés à Genève à l'occasion des Assemblées annuelles de l'OIT, des liens se sont créés avec des syndicats de divers pays, et nous échangeons périodiquement avec eux.

Il est nécessaire d'approfondir notre réflexion sur le blocus économique actuel, les Gardiens de la révolution, les monarchistes et notamment le programme de Reza Pahlavi, les possibles interventions militaires étrangères, etc.

La Commission internationale cherche à tisser des liens avec des Solidaires départementaux et des cadres unitaires locaux impliqués dans une activité Iran, comme par exemple à Lyon.

Nous cherchons à promouvoir la circulation [d'Echo d'Iran](#), un bulletin périodique publié par le SSTI. Nous cherchons à développer nos contacts avec la presse. Du matériel est régulièrement mis en ligne sur le site du RISL.

Solidaires soutient la campagne financière lancée par SSTI

Par sa capacité à bloquer l'économie et les administrations, le monde du travail d'Iran peut en effet jouer un rôle décisif dans la lutte pour en finir avec le régime, et construire par en bas un avenir reposant sur les droits et aspirations des exploité.es et opprimé.es.

Cela rend encore plus décisif la libération immédiate des milliers de militant.es croupissant actuellement en prison dans des conditions atroces.

Les travailleurs/euses qui se lancent dans des actions grévistes sont sévèrement réprimé.es. Arrêté.es, ils/elles sont souvent licenciés.es, doivent faire face aux tortures et à des frais de justice exorbitants. Leurs familles sont plongées dans une misère extrême.

Afin de soutenir ces militant.es et leurs familles, et notamment contribuer à la prise en charge des frais de justice et d'avocats, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) lance une campagne de solidarité financière.

Il s'agit de développer une solidarité internationaliste concrète avec celles et ceux qui luttent courageusement dans des conditions difficiles.



Envoyer les chèques (en euros) à l'ordre de "Solidarité avec les travailleurs iraniens" (attention, le mot socialiste ne figure pas dans ce libellé) doivent être adressés à l'adresse suivante : SSTI, CICP 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Pour les virements bancaires :

* Références bancaires nationales (RIB) :

Banque : 10278 / Guichet : 06069 / N° compte : 00020637801 / Clé : 64

* Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR 76 10278 06069 0002063780164 / BIC / SWIFT : CMCI FR 2A

Calendrier

Avril/mai : réunion publique à Paris du Collectif intersyndical

Date à déterminer : point de presse de l'intersyndicale

15-17 mai : participation au rassemblement des Glières (74) <https://www.citoyens-resistants.fr>

Début juin : rassemblement à Genève à l'occasion de l'Assemblée annuelle de l'OIT

Quelques lectures

* Site de SSTI www.iran-echo.com

L'Echo d'Iran http://www.iran-echo.com/echo_d_iran.html ou cliquer sur le pavé orange dans la barre de titre de la page d'accueil du site de SSTI

* Les publications de Solidaires sur l'Iran sont disponibles du site de Solidaires <https://solidaires.org/rechercher/?search=Iran>
<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/brochures/international/solidaires-international-revue-n8-automne-2012/>

Ainsi que sur celui du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites (RSISL) <https://laboursolidarity.org/fr/>

